

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
27 octobre 2021
Français
Original : anglais

Lettre datée du 27 octobre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre par la présente une lettre datée du 25 octobre 2021, qui vous est adressée par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan, Makhdoom Shah Mahmood Qureshi, informant le Conseil de sécurité de l'évolution récente de la situation au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité au titre de la question intitulée « La question Inde-Pakistan ».

(Signé) Munir Akram



Annexe à la lettre datée du 27 octobre 2021 adressée au Président du Conseil de sécurité par le Représentant permanent du Pakistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

Lettre datée du 25 octobre 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies par le Ministre des affaires étrangères du Pakistan

La présente lettre fait suite à mes lettres précédentes des 1^{er}, 6, 13 et 26 août, 16 septembre, 31 octobre et 12 décembre 2019, des 9 mars, 10 avril, 21 mai, 1^{er} août, 18 septembre et 20 novembre 2020 ; et des 1^{er} février, 15 juin et 2 août 2021 sur l'évolution de la situation au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde.

Le différend au Jammu-et-Cachemire continue de faire peser une grave menace sur la paix et la sécurité internationales. Il peut être réglé en permettant au peuple du Jammu-et-Cachemire d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, qui prévoient que le « sort final » du territoire contesté soit décidé par son peuple au moyen d'un plébiscite libre et impartial organisé sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies.

Après avoir accepté le principe de l'autodétermination, l'Inde a, par l'obscurcissement et l'oppression, fait obstacle pendant plusieurs décennies à toutes les tentatives d'organiser un plébiscite sous la supervision de l'Organisation des Nations Unies, en violation des résolutions [47 \(1948\)](#), [80 \(1950\)](#), [91 \(1951\)](#), [98 \(1952\)](#), [122 \(1957\)](#), [123 \(1957\)](#) et [126 \(1957\)](#) du Conseil de sécurité.

Le 5 août 2019, l'Inde a entièrement tombé le masque, et pris des mesures unilatérales et illégales pour consolider son occupation du Jammu-et-Cachemire, dans ce que les dirigeants néofascistes de New Delhi ont qualifié de « solution finale » pour le Jammu-et-Cachemire.

Depuis lors, une force d'occupation indienne de 900 000 soldats opère avec une brutalité flagrante et dans une totale impunité pour imposer une politique coloniale et génocidaire au Jammu-et-Cachemire, en ayant recours à des exécutions extrajudiciaires lors de fausses « confrontations » et d'opérations de « bouclage et de ratissage » ; en employant sans discrimination des armes à plomb et des munitions réelles contre des manifestants pacifiques non armés ; en emprisonnant des responsables politiques cachemiriens, en enlevant 13 000 jeunes, dont beaucoup ont été torturés ; en détruisant des villages et des quartiers entiers lors de punitions collectives ; et en menant une campagne visant à modifier la structure démographique du territoire occupé en installant illégalement des colons de l'extérieur pour transformer sa majorité musulmane en minorité.

Même les morts ne sont pas épargnés. Syed Ali Geelani était un leader cachemiri très aimé, qui a lutté pacifiquement pendant 70 ans pour le droit à l'autodétermination des Cachemiris. Lorsqu'il est décédé le mois dernier après des années de détention, les autorités d'occupation indiennes ont « séquestré » sa dépouille et refusé à sa famille le droit de pratiquer les rites funéraires islamiques et de choisir le lieu de son enterrement.

Le 12 septembre 2021, le Gouvernement pakistanais a publié un dossier complet et bien documenté recensant l'ensemble des violations flagrantes, systématiques et généralisées des droits humains perpétrées par les forces indiennes dans le Jammu-et-Cachemire. Sont consignés dans ce dossier de 131 pages 3 432 cas de crimes de guerre perpétrés par des officiers supérieurs des forces d'occupation indiennes. La réalité des crimes répertoriés est corroborée par des preuves audio et vidéo qui ont

été méticuleusement recueillies au fil du temps. La communauté internationale doit immédiatement prendre connaissance de ces preuves et demander à l'Inde de rendre compte des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité qu'elle perpétue au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé.

Les crimes de l'Inde dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde se poursuivent. La récente recrudescence des exécutions extrajudiciaires, les opérations de bouclage et de ratissage mises en scène et les arrestations arbitraires dans le territoire occupé sont les derniers exemples en date du terrorisme d'État de l'Inde et des violations des droits humains dans le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde. Plus de 1 400 Cachemiris ont notamment été arrêtés sur la base de fausses accusations dans le cadre de l'une des vagues de répression les plus importantes à s'être jamais abattues sur le Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde.

Le 14 octobre 2021, le Ministre indien de l'intérieur a menacé de poursuivre les « frappes chirurgicales » au Pakistan. Cette déclaration délirante pourrait être une tentative de détourner l'attention des Indiens des multiples problèmes intérieurs du régime du Parti Bharatiya Janata-Rashtriya Swayamsevak Sangh : une économie stagnante, gangrénée par la corruption ; la répression des nombreuses manifestations des agriculteurs ; la dénonciation publique des campagnes répressives et inhumaines contre les musulmans en Assam et dans d'autres régions de l'Inde, ainsi que des multiples problèmes avec presque tous les voisins de l'Inde.

La volonté de détourner l'attention de ses propres problèmes peut également expliquer les tentatives de l'Inde d'attribuer la responsabilité de la résistance cachemirienne à de prétendus « infiltrés ». C'est d'une mauvaise foi sans nom puisque les soi-disant « affrontements » entre les forces d'occupation indiennes et la résistance cachemirienne ont eu lieu bien à l'intérieur du Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde et derrière les multiples couches de « sécurité » que les forces d'occupation indiennes y ont placées.

Le Pakistan ne peut toutefois pas ignorer que ces allégations et cette rhétorique hostile de l'Inde peuvent être le signe annonciateur d'un autre acte d'agression contre le Pakistan, une tactique que les extrémistes du Parti Bharatiya Janata-Rashtriya Swayamsevak Sangh ont souvent utilisée pour obtenir un soutien politique et électoral. Le Pakistan a donc alerté la communauté internationale sur les sinistres desseins de l'Inde, qui orchestre des opérations menées sous faux drapeau pour en faire porter le chapeau au Pakistan et saper le mouvement cachemirien.

Les meurtres d'Hindous du Cachemire et l'exacerbation des tensions communautaires sont probablement l'un des stratagèmes utilisés par le régime indien pour créer les conditions d'une éventuelle mésaventure.

Le Pakistan souhaite la paix avec l'Inde comme avec tous ses voisins. Mais nous n'épargnerons aucun effort pour contrecarrer résolument tout projet agressif. La riposte rapide et efficace du Pakistan à l'aventurisme dont a fait preuve l'Inde à Balakot en février 2019, notamment l'abattage d'un avion de combat indien et la capture d'un pilote de l'armée de l'air indienne, ne devrait laisser personne douter de la volonté et de la capacité du Pakistan de répondre à une agression de l'Inde.

Le Pakistan est prêt à se montrer constructif en vue d'écarter le danger d'un conflit, de faire retomber les tensions et de promouvoir une paix durable en Asie du Sud. L'Inde doit toutefois créer un environnement qui soit propice à de tels efforts. À cette fin, l'Inde devrait prendre les mesures suivantes, décrites par le Premier Ministre Imran Khan dans son discours à l'Assemblée générale :

- a) revenir sur les mesures unilatérales et illégales instituées depuis le 5 août 2019 au Jammu-et-Cachemire illégalement occupé par l'Inde ;
- b) mettre fin à l'oppression et aux violations des droits humains dont elle est responsable dans le Jammu-et-Cachemire ; et
- c) arrêter et inverser les changements démographiques dans le territoire occupé.

Le Pakistan se tient prêt à coopérer, de quelque manière que ce soit, avec le Conseil de sécurité, le Secrétaire général et la communauté internationale pour favoriser un règlement pacifique du différend concernant le Jammu-et-Cachemire, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil, ainsi qu'aux souhaits du peuple cachemirien.

(Signé) Makhdoom Shah Mahmood **Qureshi**
